



Contact :

Monsieur Michel Gagnon, ing.
Président

**Association
professionnelle des
ingénieurs du
gouvernement du
Québec (APIGQ)**

Téléphone (418) 683-3633
Télécopie (418) 683-6878
<http://www.apigq.qc.ca>
lepont@apigq.qc.ca

Communiqué de presse

Commission Johnson, une enquête inachevée

Québec, le 18 octobre 2007. L'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ) remercie la Commission Johnson d'avoir rouvert son enquête. « Il a fallu un certain courage de la part des commissaires pour acquiescer à la demande de l'APIGQ et ainsi admettre, alors que la preuve avait été déclarée close, que les expertises faites sur le viaduc de la Concorde étaient incomplètes. La Commission a diminué l'imprécision relative à la détermination des causes techniques de l'effondrement » de déclarer le président de l'APIGQ, l'ingénieur Michel Gagnon.

Outre les causes de l'effondrement, la Commission avait pour mandat d'enquêter sur les circonstances de l'effondrement du viaduc de la Concorde. L'APIGQ était d'avis, et demeure d'avis, que la Commission aurait dû enquêter sur les budgets insuffisants alloués par le Gouvernement pour réparer les viaducs, dont celui de la Concorde. « La population aurait pu apprendre pourquoi un ouvrage, inscrit à la programmation (liste prioritaire de viaducs à réparer) dès 2001, n'avait toujours pas fait l'objet de travaux le 30 septembre 2006, soit le jour de l'effondrement » d'affirmer le président de l'APIGQ.

Un tel complément d'enquête sur les aspects budgétaires aurait pu permettre à la Commission de recommander au Gouvernement une stratégie d'investissements éclairée. « Bien sûr, cela aurait pu mettre le gouvernement Charest dans l'embarras en remettant en question sa stratégie d'investissements présentée en grande pompe le 11 octobre dernier » de commenter le président de l'APIGQ.

Bien que la Commission n'ait pas rempli entièrement son mandat, l'APIGQ croit que les cinq victimes ne sont pas décédées en vain. L'ampleur de la tragédie, les travaux de la Commission et les médias ont permis de sensibiliser la population sur l'état lamentable des infrastructures au Québec. « À preuve, le 11 octobre, le premier ministre Charest a déclaré que la santé n'est plus la priorité de son gouvernement. C'est maintenant la création de richesse qui passe par des infrastructures de qualité » de conclure M. Gagnon.

L'APIGQ est le syndicat qui représente tous les ingénieurs œuvrant dans la fonction publique québécoise. Il compte 1150 membres dont la majorité travaille au MTQ, au MDDEP et à la CSST.